



Soutien aux secteurs de la culture et de la création ACP

Supporting the cultural and creative sectors in the ACP countries

[EuropeAid/167697/IH/ACT/Multi](#)

QUESTIONS & REPONSES no. 5

QUESTIONS & ANSWERS no. 5

29 Février 2020 – 09 Mars 2020

29 February 2020 – 09 March 2020

FR – EN

**(Les réponses sont données dans la langue de l'appel à propositions
dans laquelle les questions sont formulées)**

DISCLAIMER

As per section 2.2.4 of the Guidelines, in the interest of equal treatment of applicants, the Contracting Authority cannot give a prior opinion on the eligibility of an applicant, a co-applicant, an affiliated entity, an action or specific activities.

AVIS

Comme stipulé dans la Section 2.2.4 des Lignes directrices, et afin de garantir un traitement équitable entre les demandeurs, l'Autorité Contractante ne peut émettre d'avis préalable sur l'éligibilité d'un demandeur, un codemandeur, une entité affiliée, une action ou d'activités spécifiques.

QUESTION 5.1

Nous sommes une plateforme nationale d'appui à la société civile.

Nous voulons demander si le projet à soumettre peut couvrir un seul pays ACP ou il faut nécessairement au moins deux pays ?

ANSWER 5.1

Le présent appel à propositions, ouvert jusqu'au 30 mars 2020, attribuera des subventions à des entités (bénéficiaires directs), qui auront pour action principale d'octroyer des subventions à des tiers via des appels à propositions annuels.

Les soumissionnaires intéressés à soumettre des projets devront attendre le lancement des appels à propositions par les entités sélectionnées dans le cadre du présent appel. Les règles pour la soumission et les critères d'éligibilité des projets seront établis par lesdites entités sélectionnées.

Les appels seront publiés officiellement sur les sites des entités, bénéficiaires directs du présent appel.

QUESTION 5.2

Am I to understand that there are 2 types of co-applicants?

CO APPLICANT 1

Belong to a specific type of organisation such as: a foundation, association, nongovernmental organisation, public/private sector operator, local authority, higher education institution and university, international (intergovernmental) organisation...

2. established in one of the eligible countries listed in Annex L, for at least three years from the date of publication of the call (except for international organisations)

3. demonstrate an average annual turnover or annual revenue of at least EUR 200,000 during the last three years (2017-2019)

4. be directly responsible for the preparation and management of the action with the coapplicant(s) and affiliated entity(ies), and not be acting as an intermediary

5. demonstrate a three years' experience over the period 2015-2019 in awarding and monitoring implementation of support funds for third parties in the fields of culture and/or creative industries and/or social and human development, through:

➤ awarding to third parties at least two grants meeting following criteria:

- implemented during the same year (reference period 2015-2019)
- each grant implemented in an ACP country
- the amount of grants awarded was at least EUR 100,000 over the past three years

AND FOR CO-APPLICANT 2

belong to a specific type of organisation such as: a foundation, association, nongovernmental organisation, public/private sector operator, local authority, higher education institution and university, international (intergovernmental) organisation....,

2. established in one of the eligible countries listed in Annex L, for at least three years from the date of publication of the call (except for international organisations)

3. be directly responsible for the preparation and management of the action with the coapplicant(s) and affiliated entity(ies), and not be acting as an intermediary

According to this

<http://www.acp-ue-culture.eu/wp-content/uploads/2020/02/EN-167697-CfP-Culture-Creation.pdf>

Item 12 and 13.

Thank you for your response.

ANSWER 5.2

Yes. There are two categories of co-applicants:

- *Co-applicants possibly awarding sub-grants to third parties*
- *Other co-applicants (**not** awarding sub grants to third parties)*

Please refer to the Guidelines for applicant, point 2.1.1 and to the Corrigendum no. 1 for the eligibility criteria of each different category of co-applicants.

QUESTION 5.3

My name is, and I am writing to you on behalf of Xxxxxx, a non-profit empowering conflict-affected artists to drive positive change in the world through their art.

At the moment, we are considering expanding our programs in the Democratic Republic of Congo, and we have been looking into your funding opportunities. Xxxxxx is a non-profit based in the UK; therefore, we ask whether we are still able to apply for the next round of funding applications.

ANSWER 5.3

“The United Kingdom ceased to be an EU Member State on the 31 of January 2020. Pursuant to the Withdrawal Agreement concluded between the EU and the UK, references to the eligibility of ‘Member States’ for participation in programmes under the current 2014-2020 MFF and the EDFs also cover the United Kingdom (Article 127(6), Article 137 and Article 152(1) Withdrawal Agreement).”

QUESTION 5.4

Nous souhaitons obtenir une confirmation sur les critères financiers d'éligibilité.

Les Directives aux demandeurs de subvention dans le cadre du 11eme FED (ACP-UE Culture) indiquent que le(s) demandeur(s) doivent présenter un budget général d'au moins 400 000 euros par ans et avoir octroyé des subventions d'un minimum de 100 000 euros par an au cours des trois derniers exercices.

Nous envisageons de présenter une demande de trois organisations internationales dont deux remplissent ces conditions et l'autre n'a pas atteint ce niveau de subventions. Cela disqualifierait-il l'ensemble du consortium ou la demande serait-elle acceptable en raison de la complémentarité des partenaires?

ANSWER 5.4

Veillez-vous référer aux critères d' éligibilité des Lignes Directrices, point 2.1.1 (et amendés par le Corrigendum no. 1).

a) concernant le partenariat :

Le demandeur chef de file doit agir avec un ou plusieurs codemandeurs, conformément aux prescriptions ci-après :

- *outré le demandeur chef de file, le partenariat doit comprendre au moins 1 codemandeur et*
- *le demandeur chef de file ou le codemandeur chargé de lancer les appels pour octroi aux tiers, doit être établi dans un des pays ACP de la région du lot de référence tels que définis à l'annexe L, et*
- *le nombre de demandeurs (demandeur chef de file et codemandeurs) établis dans des pays ACP doit toujours être égal ou supérieur au nombre de demandeurs (demandeur chef de file et codemandeurs) établis dans des pays non ACP.*

b) concernant les critères d'éligibilité :

Demandeur chef de file

[...]

Pour prétendre à une subvention, le demandeur chef de file doit:

- *démontrer une expérience de 3 ans au cours de la **période 2015-2019** dans l'attribution et le suivi de la mise en œuvre de fonds de soutien y compris l'accompagnement de tiers dans les domaines de la culture et/ou des industries créatives et/ou du développement social et humain avec les caractéristiques suivantes et:*
- *avoir octroyé à des tiers, au moins 2 subventions avec les caractéristiques **cumulées** suivantes :*
 - *les subventions ont été mises en œuvre pendant la même année au cours de la période de référence (2015-2019), et*
 - *chaque subvention a été mise en œuvre dans un pays ACP et*
 - *le montant des subventions octroyées s'élève à au moins 100 000 euros au cours des trois dernières années (2017-2019).*

Cette expérience devra être vérifiable comme demandé à la section 2.4. des présentes point 7 et

- *fournir la preuve d'un chiffre d'affaires ou des recettes annuelles moyennes correspondant à **400,000 euros** au cours des trois dernières années (2017-2019) attestée par les pièces justificatives demandées à la section 2.4. point 4.*

Codemandeur(s)

[...]

Les codemandeurs, éventuellement chargés de lancer les appels pour octroi aux tiers, doivent satisfaire aux mêmes critères d'éligibilité que ceux qui s'appliquent au demandeur chef de file lui-même,

- *démontrer une expérience de 3 ans au cours de la **période 2015-2019** dans l'attribution et le suivi de la mise en œuvre de fonds de soutien y compris l'accompagnement de tiers dans les domaines de la culture et/ou des industries créatives et/ou du développement social et humain avec les caractéristiques suivantes:*
- *avoir octroyé à des tiers, au moins 2 subventions avec les caractéristiques **cumulées** suivantes :*
 - *les subventions ont été mises en œuvre pendant la même année au cours de la période de référence (2015-2019) ; et*
 - *chaque subvention a été mise en œuvre dans un pays ACP et*
 - *le montant des subventions octroyées s'élève à au moins 100 000 euros au cours des trois dernières années (2017-2019).*

Cette expérience devra être vérifiable comme demandé à la section 2.4. des présentes point 7 et

- *fournir la preuve d'un chiffre d'affaires ou des recettes annuelles moyennes correspondant à **200,000 euros** au cours des trois dernières années (2017-2019) attestée par les pièces justificatives demandées à la section 2.4. point 4.*

Les autres codemandeurs, doivent satisfaire aux mêmes critères d'éligibilité que ceux qui s'appliquent au demandeur chef de file lui-même, à l'exception des critères liés à l'expérience spécifique reprises ci-dessous :

- *démontrer une expérience de 3 ans au cours de la période 2015-2019 dans l'attribution et le suivi de la mise en œuvre de fonds de soutien y compris l'accompagnement de tiers dans les domaines de la culture et/ou des industries créatives et/ou du développement social et humain avec les caractéristiques suivantes:*
- *avoir octroyé à des tiers, au moins 2 subventions avec les caractéristiques cumulées suivantes :*
 - *les subventions ont été mises en œuvre pendant la même année au cours de la période de référence (2015-2019) ; et*
 - *chaque subvention a été mise en œuvre dans un pays ACP et*
 - *le montant des subventions octroyées s'élève à au moins 100 000 euros au cours des trois dernières années (2017-2019).*

Cette expérience devra être vérifiable comme demandé à la section 2.4. des présentes point 7 et

- *fournir la preuve d'un chiffre d'affaires ou des recettes annuelles moyennes correspondant à 400,000 euros au cours des trois dernières années (2017-2019) attestée par les pièces justificatives demandées à la section 2.4. point 4.*

QUESTION 5.5

1. Est ce que les 15 % du montant total de la subvention prend en compte la formation et le développement des compétences?
2. Quel est le montant minimum et maximum par demande et par lot?
3. Est ce que deux demandeurs principaux ou des co-demandeurs peuvent être dans un même lot?

ANSWER 5.5

1. Veuillez-vous référer au point 2.1.4 des Lignes Directrices à l'intention des demandeurs pour la définition des activités à financer à travers le 15%

Types d'activités:

[...]

« Au moins 15% du montant total de la subvention seront alloués à des mécanismes solides de transfert à des tiers de compétences, de savoir-faire, d'expérience d'accompagnement, de suivi-évaluation, en rapport avec les objectifs de l'appel. »

2. Comme indiqué sous le point 1.3., toute subvention demandée dans le cadre du présent appel à propositions, doit être, pour les lots ci-dessous de :
 - **Lot 1 - Afrique Occidentale : 6 200 000 EUR**

– Lot 2 - Afrique Orientale :	6 000 000 EUR
– Lot 3 - Afrique Centrale :	4 200 000 EUR
– Lot 4 - Afrique Australe :	3 800 000 EUR
– Lot 5 - Caraïbes :	3 000 000 EUR
– Lot 6 - Pacifique :	2 800 000 EUR

3. Veuillez-vous référer au point 2.1.4 des Lignes Directrices à l'intention des demandeurs :

« Nombre de demandes et de subventions par demandeur/entité affiliée

- *Le demandeur chef de file ne peut pas soumettre plus d'une demande(s) par lot dans le cadre du présent appel à propositions. Le demandeur chef de file ne peut pas être en même temps un codemandeur ou une entité affiliée dans une autre demande concernant le même lot.*
- *Un codemandeur/une entité affiliée ne peut pas être un codemandeur ou une entité affiliée dans plus d'une demande par lot dans le cadre du présent appel à propositions.*
- *Un codemandeur/une entité affiliée ne peut pas se voir attribuer plus d'une subvention(s) par lot au titre du présent appel à propositions. »*

QUESTION 5.6

As a lead organisation, we take on a very substantial level of risks by distributing funding to multiple third parties. Especially, EU funding, which requires full adherence to special and general conditions to avoid ineligible expenditures

To manage these risks, resources are required for proper monitoring and support in terms of financial management, documentation and reporting

We do not see how the requirement of redistribution of 75% to third parties allows for that. A risk-managing set-up, based on our calculations, would require almost the double of what is available in this proposed call for proposals.

Question:

In light of the above, kindly, advise if there is a possibility to derogate on the 75% redistribution requirement.

ANSWER 5.6

The answer is negative. Please note that the Guidelines for Applicants point 2.1.4 – Types of Activities state that:

*“At least 75% of the total amount of the grant **must be redistributed** to third parties.”*

As indicated in Annex M, point (vii), ‘the auditor selected by the beneficiary shall verify the eligibility of the costs incurred by the third party. It is recommended that the beneficiary agrees with the auditor on the supporting documents required to certify the eligibility of costs incurred by third parties. Each payment request shall be accompanied by an expenditure verification report (audit report) certified by the auditor’.

QUESTION 5.7

1. Le Corrigendum mentionne que « le demandeur chef de file ou le codemandeur chargé de lancer les appels pour octroi aux tiers, doit être établi dans un des pays ACP de la région du lot de référence tels que définis à l'annexe L ».

Pouvez-vous définir les activités recouvertes par les termes « lancer les appels ». Est-ce que cela recouvre notamment la gestion du budget des appels et la contractualisation des subventions en cascade avec les bénéficiaires ?

2. Les lignes directrices mentionnent à l'article 2.1.4 « l'affectation d'au moins 15 % du montant total de la subvention de transfert à des tiers de compétences, de savoir-faire, d'expérience d'accompagnement, de suivi-évaluation à indiquer dans la rubrique du budget « 6. Autres » ; »

Peut-on répertorier sous la rubrique « 6. Autres / Mécanismes de transfert à des tiers de compétences » l'ensemble des dépenses affectées à des mécanismes de transferts de compétences y compris des dépenses de nature différentes (par ex. voyages, location de salle, etc.) ?

ANSWER 5.7

1. Le corrigendum mentionne :

- **en version FR** « le demandeur chef de file ou le codemandeur chargé de **lancer** les appels pour octroi aux tiers, doit être établi dans un des pays ACP de la région du lot de référence tels que définis à l'annexe L ».

La version FR fait foi, tel qu'indiqué en page 2 des Lignes directrices à l'intention des demandeurs « *La version française des lignes directrices et des annexes fait foi.* »

Dès lors, en version EN, le terme “awarding the grants” utilisé pour la traduction de “lancer les appels pour octroi aux tiers” n’est en effet pas conforme au texte original français (qui fait foi). Un corrigendum est en train d’être publié pour remplacer « award grants » par « **launching** calls for sub-granting to third parties »

Les appels pour octroi aux tiers doivent **être lancés** par le demandeur ou le codemandeur établi dans un des pays ACP de la région du lot de référence, tels que définis à l'annexe L des lignes directrices à l'intention des demandeurs.

Dans le cadre du partenariat, tel que défini sous le point 2.1.1. Eligibilité des demandeurs, il revient à chaque partenariat de définir la distribution des autres tâches entre les différents membres du partenariat, selon les lignes ci-dessus :

[...]

Le demandeur chef de file doit agir avec un ou plusieurs codemandeurs [...]

Si le contrat de subvention lui est attribué, le demandeur chef de file devient le bénéficiaire identifié comme le coordonnateur dans l'annexe G (conditions particulières). Le coordonnateur est l'interlocuteur principal de l'administration contractante. Il représente les éventuels autres bénéficiaires et agit en leur nom. Il coordonne l'élaboration et la mise en œuvre de l'action.

Tous les codemandeurs doivent être choisis avec soin et jouer un rôle actif et stratégique dans les activités proposées. Les propositions doivent démontrer la valeur ajoutée que tous les codemandeurs apportent au programme et à ses activités. Les codemandeurs participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'action, et les frais qu'ils supportent sont éligibles au même titre que ceux supportés par le demandeur chef de file. [...]

2. Veuillez-vous référer à l' Art. 14 des Conditions générales applicables aux contrats de subvention conclus dans le cadre des actions extérieures de l'Union européenne pour la définition des coûts éligibles de l' action.

QUESTION 5.8 - 1st message:

- a) As per Corrigendum N°1 ... section 2.1.1. related to the eligibility of applicants has been amended as follows: *“the lead applicant or co-applicant awarding sub-granting to third parties must be established in one of the ACP countries of the referred Region lot, as defined in Annex L, and (...)”*. We understand that International Organizations can be the lead applicant and award sub-granting to third parties as the nationality criteria does not apply to International Organizations.

This seems to be confirmed by Annex M, which has not been amended and states in criteria (iv) – page 4 that “Third parties submit their projects to a call for proposals issued by the Coordinator, (...)”.

⇒ Please clarify.

- b) Again, the section 2.1.1. determines that *the number of applicants (lead applicant and co-applicants) established in the ACP countries must always be equal or greater than the number of applicants (lead applicant and co applicants) established in non-ACP countries.*

⇒ Do these ACP countries need to be established in the same regional lot?

- c) On page 5 of the Guidelines for grant applicants (second paragraph from the bottom) it states:

"The grant may exceptionally cover the entire eligible costs of the action to ensure a clear visibility of the European Union contribution and of the ACP Group of States role. If that is the case, the lead applicant must justify full financing in Section 2.1 of Part B of the grant application form. The validity of the justification provided will be examined during the evaluation procedure."

⇒ Would it be possible for you to share examples of “*valid justifications*” for the grant to cover the entire eligible costs of the action?

ANSWER 5.8 - 1st message

- a) As per Corrigendum n° 1, the member of the consortium in charge of launching the calls for sub-granting to third parties **must be established in one of the ACP countries** of the referred regional lot, as defined in Annex L. Hence, we confirm that the international organizations can participate as lead applicants and/or co-applicants to this call for proposals, but they cannot be in charge of launching calls for proposals for award “financial support to third parties” (sub-granting).
- b) The lead applicant or co-applicant launching the calls for sub-granting to third parties **must be established in one of the ACP countries of the referred regional lot** ; the other ACP members of the partnership can be established in any ACP countries.
- c) As per the Disclaimer at the beginning of the present document, “*in the interest of equal treatment of applicants, the Contracting Authority cannot give a prior opinion on the eligibility of an applicant, a co-applicant, an affiliated entity, an action or specific activities*”.

QUESTION 5.8 - 2nd message :

- a) In the section entitled *The costs necessary for the implementation of the action must be reflected in the budget for the action* (page 13), the guidelines state : “the allocation of at least 15% of the total amount of the grant, to the transfer to third parties of skills, know-how, experience of providing support, and monitoring and evaluation, which must be included under the budget heading ‘6. Other’;”
At the same time, it is also stated (page 13) “the action must include at least one evaluation. Costs related to evaluations must be included under the budget line ‘5.4. Evaluation costs’.”
⇒ Could you please clarify how and if “evaluation” differs in these two budget lines?
⇒ In addition, could you please confirm if the evaluation should be external or internal?
- b) Is the monitoring and (mid-term and) final evaluation included in the 15 % budget assigned to lead applicant?
- c) We understand that the lead applicant can be an international organization (xxxxxx) (page 8 of the Guidelines) although not 'established in one of the eligible countries' (as per note 4 of page 7 which specifies the issue of organization's statutes which must be established by an instrument governed by the national law, etc.).

We identified an ACP-based co-applicant, which has capacity and could be launching the calls for expressions of interests/grants.

In this case, can the Lead applicant share the role of launching/managing the call for expressions of interests/grants (in specific sub-domains not managed by the co-applicant) ? Is this function reserved to lead applicant or co-applicants?

- d) In case the co-applicant is not a ACP-established (yyyyyy) international organization, can it have the role of launching/managing the call of expressions of interests/grants? in other words: can the Organization xxxxxx be the Lead applicant and yyyyyy among the co-applicants and eventually take part in the launching of expressions of interest/grants

ANSWER 5.8 - 2nd message

- a) The costs for « monitoring and evaluation » included in the 15% (budget line 6. Others) are the costs for monitoring and evaluation of the sub-grants, while the costs for « evaluation » (budget line 5.4 – Evaluation) are for an internal evaluation of the whole action. For the external evaluation, see the following answer.
- b) The external evaluations of the program ACP-EU Culture (mid-term and final) are managed directly by the European Commission with specific funds provided by in the Financing Agreement of the program.

- c/d) Please see 5.8. 1st message a)

As per Corrigendum n° 1 and N.2, the lead applicant or co-applicant in charge of **launching** the calls for sub granting to third parties **must be established in one of the ACP countries** of the referred Region lot, as defined in Annex L. **All other tasks related to the call for proposals can be shared between the different participants to the partnership submitting the proposal.**

A detailed breakdown of the action (mainly financial support to third parties) concerning all other specific activities and role of the members, should be arranged and agreed inside the partnership for a fully implementation of the action.

QUESTION 5.8 - 3rd message:

- a) Does 'third parties' include private companies (national and affiliated to an multinational - e.g.: Orange/Free), Regional bodies (e.g.: UEMOA, CDEAO), national, local administrations and government (e.g.: Ministry of Culture/Department Digital Transition)?
- b) Could you please share examples of entities considered “third parties” under this call?
- c) Can the applicant define the countries eligible to receive financial support in the Lot the organization is applying? (namely should xxxxxx run for Lot 1 - West Africa, should our application offer financial support for third parties in ALL countries or we can select the countries?)

ANSWER 5.8 - 3rd message

- a) Please refer to the Annex M, point (iii) which states the basic eligibility criteria for the third parties as follows:

« (iii) Entities eligible for financial support

Any third party eligible for financial support must meet the following criteria:

- *be a legal person **and***
- *be established since at least 2017 in one ACP Member State of the specific lot for which the application is submitted (as listed in Annex L), **and***
- *have directly implemented, during the last two years (2017/2018), at least one project in the cultural and creative sector, for at least 50% of the amount of the grant requested, **and***
- *be directly responsible for the preparation and management of the activities being funded.”*

b) As per the Disclaimer at the beginning of the present document, “*in the interest of equal treatment of applicants, the Contracting Authority cannot give a prior opinion on the eligibility of an applicant, a co-applicant, an affiliated entity, an action or specific activities*”.

However, the basic eligibility criteria for the third parties are defined in the Annex M, point (iii) – see previous bullet point.

c) As per Annex M (ii) Eligible activities

*Actions must be implemented in **one or more of the ACP countries** listed in Annex L of the Guidelines.*

Applicants have to specify in the first page of the grant application form for which lot they are applying.

Some activities may be carried out in ACP Member States belonging to lots other than those chosen by the applicant, or in non-ACP countries. The applicant should explain in the application form how the location of activities is justified within the context of the overall action and how these activities benefit the target populations in the ACP countries

QUESTION 5.9

Definition of procedures

1. Definition of procedures
2. In what moment will grant proposal be updated and reviewed
3. What are the limitations of this grant in terms of the same project being funded by other grants and donors?
4. Is there existing limitations for this grant in case the submitted project for funding is already partially funded by The International Fund for Cultural Diversity (IFCD)?

ANSWER 5.9

1 and 2: the present call for proposals will select entities (direct beneficiaries) and whose main activity will be to give financial support to third parties (sub-grants) at least once a year, in accordance with the conditions set out in these Guidelines and in Annex M. The name of the successful entities and all the related references will be published at the end of this call for proposals, once the grant contracts have been signed.

The organisations interested in submitting projects should therefore wait until the awarded entities (direct beneficiaries) will launch their own regional call for proposals. The rules and regulations governing those regional calls (including possible co-funding or other form of participation by other donors) will be established in due time by the entities (direct beneficiaries) selected through the present call, and therefore they are not available at the moment.

The Calls for Proposals issued by the regional entities will be published in due time.

3. and 4: concerning co-financing :

- if applying for the present call for proposals (as a direct beneficiary), please refer to point 1.3., 3rd paragraph, of the guidelines for applicants.
- if applying for the following sub-granting (as a final beneficiary) , the criteria will be defined by the selected entities (direct beneficiaries) when they will launch their own calls for the third parties.

QUESTION 5.10

1. The capacity building budget represents 15% of the overall budget. Can this budget share be composed of human resources?
2. Are loans/grant hybrids acceptable as part of the grants funding foreseen for this programme? Would the EU be open to the proposal of an evergreen fund that would allow to re-invest the money to other CCI organisations in future?

ANSWER 5.10

1. Please refer to the General conditions applicable to European Union-financed grant contracts for external actions – Art 14 (published in the Annex G of the Guidelines for Applicant) for the eligible costs.
2. As set out in section 2.2.4 of the guidelines, in the interest of equal treatment of applicants, the European Commission cannot give a prior opinion on the eligibility of an applicant, a co-applicant, an affiliated entity, an action or specific activities.

Note that “loan to third parties” are considered as ineligible costs (see the paragraph “Ineligible costs” in section 2.1.5 of the guidelines). For more details about the eligibility of costs, please refer to the provisions of Article 14 of the General conditions-Annex II to the standard grant contract.